



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

09 JAN. 2018

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 régissant le fonctionnement des activités de la société TEINTURERIES DE TARARE dans son établissement situé route de Violay à TARARE ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 7 novembre 2017 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement et la réponse apportée par l'exploitant en date du 5 décembre 2017 ;

VU le rapport du 31 octobre 2017 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspection des installations classées de constater que la société TEINTURERIES DE TARARE ne respecte pas les prescriptions du paragraphe 5.3 ni celles des paragraphes 4.7.2 et 4.7.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 précité :

- Plusieurs mètres cubes d'huiles usagées sont stockés sous auvent sans rétention,
- A l'extérieur des bâtiments, des bidons métalliques ayant contenu des produits inflammables sont abandonnés en vrac sur le terrain naturel et des bidons plastiques sont présents en plusieurs points du site,
- Plusieurs produits et/ou déchets sont stockés dans des conditions susceptibles de conduire à des pollutions des eaux ou du sol,

CONSIDERANT, en outre, que le fonctionnement de cet établissement dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement et d'imposer à la société TEINTURERIES DE TARARE de respecter les points susvisés de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société TEINTURERIES DE TARARE située, route de Violay à TARARE, est mise en demeure de respecter les dispositions des paragraphes 4.7.2, 4.7.3 et 5.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 susvisé, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de TARARE,
- à l'exploitant.

Lyon, le **09 JAN. 2010**

Le préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances


Emmanuel AUBRY